

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JJV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE
de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024
pour son établissement de GRANDE-SYNTHE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1991, autorisant la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE à exploiter une installation de production de ferro-manganèse à GRANDE-SYNTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2024 imposant à la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GRANDE-SYNTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2025 mettant en demeure la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024 pour son établissement de GRANDE-SYNTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 13 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 14 mai 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 14 mai 2025 concernant le rapport du 13 mai 2025 ;

Vu le recours gracieux adressé par l'exploitant le 16 juillet 2025 au préfet du Nord concernant la mise en demeure du 3 juillet 2025 susvisée ;

Vu le rapport du 12 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 15 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 15 septembre 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de l'inspection du 2 avril 2025, il a été constaté l'absence de surveillance de la qualité de l'air et des retombées conforme au guide INERIS relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées lors du dernier redémarrage du four ;
2. le site FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE arrête son four en temps normal une fois par an. Lors de son redémarrage, il émet des quantités importantes de métaux lourds et probablement de cyanures ;
3. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2024 susvisé ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
5. la demande de recours gracieux adressée par l'exploitant le 16 juillet 2025 au préfet du Nord concernant la mise en demeure du 3 juillet 2025 susvisée, apporte des éléments nouveaux rendant possible l'absence de redémarrage du four dans le délai de 12 mois prévu par la mise en demeure du 3 juillet 2025 ;
6. le maintien de la mise en demeure du 3 juillet 2025 pourrait imposer à l'exploitant un arrêt / redémarrage du four non nécessaire et ayant des conséquences néfastes pour l'environnement ;
7. la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1, serait mieux assurée par une absence d'arrêt / redémarrage du four électrique du site FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE que par une campagne de mesure environnementale lors d'une phase de démarrage ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, exploitant une installation de production de ferro-manganèse sise 3242 route de l'Écluse de Mardyck à 59760 GRANDE-SYNTHE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024 susvisé en réalisant **sous 12 mois** une campagne de surveillance de la qualité de l'air et des retombées conforme au guide : « Surveillance dans l'air autour des installations classées ; Retombées des émissions atmosphériques ; Impact des activités humaines sur les milieux ; Ineris-201065-2172207-v1.0 ; Deuxième édition – Décembre 2021 », lors d'une phase de démarrage du four.

Ce délai est fixé à compter de la notification du présent arrêté.

Ce délai est prorogeable une fois, pour la même période de 12 mois, si, à l'expiration de la première échéance, l'exploitant n'a pas procédé à un arrêt du four d'au moins 30 jours consécutifs puis à son redémarrage.

Article 2 – Abrogation de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2025

L'arrêté préfectoral du 3 juillet 2025 mettant en demeure la société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024 pour son établissement de GRANDE-SYNTHE est abrogé.

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRANDE-SYNTHÉ ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRANDE-SYNTHÉ et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 10 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

